

## L'attractivité économique de la France et de l'Europe flanche face aux Etats-Unis

L'Hexagone est resté en 2024 la première destination des investissements étrangers sur le Vieux Continent, mais ils y sont au plus bas depuis huit ans, selon le baromètre annuel d'EY.

Par Eric Albert

Publié le 15 mai 2025 à 00h01, modifié le 15 mai 2025 à 08h03 • Lecture 2 min.

Article réservé aux abonnés



Le président de la République, Emmanuel Macron (au centre), inaugure le laboratoire de l'entreprise d'optique franco-italienne EssilorLuxottica, à Wissous (Essonne), le 12 mai 2025, en amont de la 8<sup>e</sup> édition du sommet Choose France. CHRISTOPHE PETIT TESSON / AFP

Lundi 19 mai, le sommet annuel Choose France, présidé par Emmanuel Macron et destiné à attirer les investissements étrangers devrait, une nouvelle fois, dérouler des annonces en grande pompe sur l'attractivité économique tricolore. Pas de quoi, néanmoins, balayer les performances décevantes de l'Hexagone en la matière, en détérioration continue depuis le pic enregistré en 2021. Selon le baromètre annuel du cabinet EY publié jeudi 15 mai, les investissements étrangers en France en 2024 sont au plus bas depuis 2017 (à l'exception de l'année du début du Covid, en 2020), avec 1 025 projets recensés. C'est un recul de 14 % par rapport à 2023 et de presque 20 % par rapport à 2022 et 2021.

**Lire aussi la chronique | [Thomas Piketty : « Plutôt que d'une cure d'austérité, l'Europe a besoin d'une cure d'investissement »](#)**

Plus inquiétant encore : en 2024, seuls 29 000 emplois ont été créés par ces investissements, en recul de 27 % sur un an et de 35 % par rapport à 2021. Certes, il s'agissait alors d'une année faste, à égalité avec 2018 – l'élection d'Emmanuel Macron, pour son premier mandat, avait alors provoqué un certain enthousiasme des décideurs internationaux.

Ce sévère coup de mou est comparable à celui observé dans deux autres grands pays européens, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Le premier est en stagnation économique depuis bientôt trois ans, tandis que le second peine à se remettre du choc du Brexit. La France reste néanmoins le premier pays d'Europe en nombre d'investissements étrangers, suivie justement du Royaume-Uni (853, - 13 % par rapport à 2023) et de l'Allemagne (608, - 17 %). Jeudi, l'Elysée a qualifié cette nouvelle première place « *d'excellente nouvelle* », soulignant que « *ça n'allait pas de soi, il y a quelques années, que la France devienne première en termes d'attractivité en Europe* ».

## Les Etats-Unis, grands vainqueurs

« On constate un affaiblissement des trois grandes destinations européennes dans les mêmes proportions, constate Marc Lhermitte, associé d'EY. *Le regard du monde sur l'Europe est celui d'une zone qui est, certes, l'un des plus gros marchés au monde, mais qui est sans croissance et où investir est d'une énorme complexité.* » Dans les 45 pays européens observés par EY, le nombre d'investissements étrangers, à 5 383 en 2024, est en recul de 5 % sur un an et est désormais au plus bas depuis 2015. La très forte chute dans les secteurs de la chimie et de l'automobile, deux piliers de l'industrie européenne, est particulièrement marquée.

Face à cet affaïssement généralisé du Vieux Continent, les Etats-Unis sont les grands vainqueurs. En 2024, les investissements étrangers y ont bondi de 20 %. « *Les entreprises ont pivoté vers ce pays* », constate M. Lhermitte. Le grand plan de soutien à l'industrie lancé par Joe Biden, l'Inflation Reduction Act, qui offre de très généreuses réductions fiscales, a fonctionné. La chute des investissements en Europe provient d'ailleurs essentiellement d'un retrait des Américains, qui ont lancé en, 2024, 46 % de projets en moins qu'en 2021.

**Lire aussi le reportage (2024) | [Aux Etats-Unis, deux ans après l'Inflation Reduction Act, l'eldorado américain entre bluff et réalité](#)**

Ces résultats concernent cependant 2024, avant le retour de Donald Trump à la Maison Blanche et ses annonces erratiques sur les droits de douane. Ces coups de semonce vont-ils changer la donne et, paradoxalement, faire de l'Europe une zone de stabilité attirante ? Rien n'est moins sûr, à en croire le sondage réalisé auprès de 200 patrons de multinationales par EY en mars.

Newsletter abonnés

« **La lettre éco** »

Le regard du « Monde » sur l'actualité économique du jour

**S'inscrire**

Celui-ci a, certes, été mené juste avant l'annonce, le 2 avril, des droits de douane « *réciproques* », mais les résultats peuvent inquiéter les Européens. 62 % de ces entreprises interrogées prévoient en effet d'augmenter leur présence en France, en recul par rapport aux 73 % enregistrés en mars 2024. Il s'agit pour les deux tiers d'entreprises déjà implantées en France ; seules 42 % de celles qui n'y sont pas encore présentes l'envisagent. Beaucoup citent l'instabilité politique créée par la dissolution comme une raison de leur attentisme.

Dans ce contexte, « *il y a une demande d'Europe de la part des grands dirigeants d'entreprise* », poursuit M. Lhermitte. Tous souhaiteraient que la région devienne plus dynamique, afin de pouvoir y investir plus facilement. La mise en œuvre du rapport de Mario Draghi, ancien président de la Banque centrale européenne, qui a publié en septembre 2024 une série de recommandations, est jugée urgente. Celui-ci prône notamment de réduire le coût de l'énergie, d'unifier les marchés financiers pour faciliter les financements, et d'alléger les procédures réglementaires, souvent complexes. « *Ne plus beaucoup entendre parler de ce rapport m'inquiète* », conclut M. Lhermitte.

Eric Albert

---

## Jeux

Découvrir

### Mots croisés mini

Profitez tout l'été de grilles 5x5 inédites et ludiques, niveau débutant

### Mots croisés

Chaque jour une nouvelle grille de Philippe Dupuis

### Mots trouvés

10 minutes pour trouver un maximum de mots

Voir plus